

# AMÉRIQUE LATINE : LA DOCTRINE MONROE EST MORTE, VIVE LA DOCTRINE MONROE

MAX PAUL FRIEDMAN \*



**L**es relations interaméricaines pendant le mandat de Barack Obama furent marquées par une transformation radicale au niveau de la rhétorique et une transformation modeste au niveau de la politique étrangère, visant à la rendre plus efficace pendant une période de bouleversement géopolitique. Son deuxième secrétaire d'État, John Kerry, a prononcé une phrase révélatrice en novembre 2013 devant l'Organisation des États américains (OEA) : « L'ère de la doctrine Monroe est terminée. » Kerry a voulu donner l'impression d'une autocritique fondamentale en éliminant un pilier central de l'architecture de la politique étrangère qui avait duré 190 ans. « La relation que nous cherchons et que nous nous sommes efforcés de produire n'est pas une déclaration des États-Unis à propos de comment et quand ils interviendront dans les affaires des autres États américains. Notre but c'est que chacun de nos pays voie les autres comme des égaux. » On n'a pas besoin de la force pour être fort, continua Kerry, avant d'exhorter les diplomates latino-américains à se joindre aux efforts des États-Unis pour « devenir un continent américain regroupant des pays que le président Kennedy a envisagés, comme étant côte à côte, sûrs d'eux-mêmes, forts, indépendants et libres. »<sup>1</sup> Kerry n'a pas

---

\* PROFESSEUR D'HISTOIRE, AMERICAN UNIVERSITY, WASHINGTON.

<sup>1</sup> John Kerry, « Remarks on U.S. Policy in the Western Hemisphere », *Organization of American States*, 18 novembre 2013, <<http://www.state.gov/secretary/remarks/2013/11/217680.htm>>.

mentionné le fait que John F. Kennedy, qui envisageait un continent formé de pays plus anticommunistes qu'indépendants, avait commis plusieurs actes de guerre contre un de ses voisins, Cuba, et avait donné le feu vert au coup d'État au Guatemala en 1963 pour éviter que l'ancien président réformiste Juan José Arévalo ne gagnât les élections prévues, dans lesquelles la CIA estimait qu'il emporterait la grande majorité des voix<sup>2</sup>. La vision américaine concernant les relations entre les pays du continent américain était plutôt celle de la liberté, de l'égalité et de l'hégémonie.

Le fait que cette vision n'a pas changé depuis l'époque de Kennedy. L'écart entre actes et paroles pouvait se lire dans le discours de Kerry. Il aurait peut-être bénéficié de plus d'approbation parmi les diplomates réunis s'il n'avait pas inclus des attaques contre Cuba et le Venezuela. Kerry n'était pas encore au courant d'une initiative secrète de rapprochement entre les États-Unis et Cuba par les bons offices du Canada et du Vatican, qui avait exclu non seulement le *State Department* mais aussi le *Ministerio des Relaciones Exteriores* (Minrex) à La Havane et le *Department of Foreign Affairs* à Ottawa. Les négociations ont eu lieu entre la Maison-Blanche<sup>3</sup> et la présidence de Raoul Castro, dans des réunions organisées par le Premier ministre, Stephen Harper, et plus tard, grâce au premier papalatino-américain, au Vatican<sup>4</sup>. Les négociations eurent le résultat spectaculaire que l'on sait : le 17 décembre 2014, Obama et Raoul Castro ont annoncé conjointement le rapprochement entre leurs pays, et en juillet 2015, ils ont repris leurs relations diplomatiques, rompues depuis 1960.

À première vue, il s'agit d'un changement substantiel après 55 années d'hostilité officielle. Mais d'où vient ce qu'appellent les Cubains *la obamapertura*, l'ouverture Obama, et est-ce qu'elle implique un changement de fond de la politique extérieure américaine ?

<sup>2</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking Anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 151-156.

<sup>3</sup> Elles furent menées par deux jeunes membres du Conseil de sécurité nationale, Benjamin Rhodes et Ricardo Zuñaiga, le vice-président Joseph Biden en étant informé, et incluait le chef de cabinet, Denis McDonough, et la conseillère à la sécurité nationale, Susan Rice.

<sup>4</sup> William Leo Grande et Peter Kornbluh, *Back Channel to Cuba : The Hidden History of Negotiations Between Washington and Havana, updated edition*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2015, p. 402-454.

Pour déchiffrer ces événements, il faudra commencer par la transformation géopolitique mondiale. Dans le système interaméricain, Cuba représentait pour Washington l'obstacle principal à la coopération dans une région qui, après avoir été négligée sous l'administration de George W. Bush, paraissait la seule zone du monde où l'hégémonie américaine n'était pas en train de se dissoudre devant nos yeux. Après la Seconde Guerre mondiale, la destruction de deux des trois centres industriels de la planète, en Europe et en Asie de l'Est, laissait le troisième, les États-Unis, dans une posture de domination du marché mondial. Pendant la guerre froide, l'Union soviétique ne vendait essentiellement que des armes et de l'énergie à cause de la qualité médiocre de ses produits manufacturés. La reconstruction de l'Europe et l'Asie, suivie par une croissance impressionnante et des processus d'intégration économique (l'Union européenne et l'Organisation de coopération de Shanghai ; cette dernière regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, avec l'adhésion de l'Inde et du Pakistan depuis mi-2016) a transformé ces deux régions en deux grandes sources de capitaux qui rivalisent avec le capital américain dans les marchés du monde. Même s'il n'existe pas un seul État qui puisse contester la superpuissance unique, et bien que les avantages américains dans le système international continuent (le dollar dans les réseaux financiers, l'anglais dans les réseaux informatiques et médiatiques), s'il est trop tôt pour parler de multipolarité, on peut reconnaître au moins trois pôles en compétition.

Ces développements sur la longue durée se croisent avec les deux événements du jeune vingt et unième siècle qui furent catastrophiques pour les États-Unis (et pour beaucoup d'autres pays également) : l'invasion de l'Irak en 2003 et la crise financière de 2008. La perte de prestige a été accompagnée par des dépenses gigantesques suivies par d'énormes pertes financières. Tout cela a rendu urgent l'initiative d'Obama de doubler les exportations, face à un déficit commercial chronique, et dans ce projet l'Amérique latine, la seule région où les États-Unis peuvent toujours rêver de défendre leur prédominance, joue un rôle-clé. Les traités de libre-échange représentent la pierre angulaire de leur stratégie, pour faire contrepoids au processus de formation de blocs en Europe et en Asie. L'échec du projet de création d'une zone de libre-échange des Amériques, le *Free Trade Area of the Americas*, qui envisageait

l'union économique de 34 pays (tous sauf Cuba), a conduit à des négociations bilatérales et au projet du Partenariat trans-pacifique (TPP en anglais), qui comprend le Mexique, le Chili, et le Pérou liés dans une coalition antichinoise en Asie. La concurrence croissante avec la Chine pour le marché latino-américain rend elle aussi urgents les efforts pour contenir sa percée commerciale, financière, migratoire et politique dans la région. En 2013, la Chine a dépassé les États-Unis comme la destination plus importante pour les exportations de l'Amérique du Sud. En 2014, parmi les créanciers publics, la finance chinoise a été plus importante que le financement de la région fourni par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international combinés. En janvier 2015, le président Xi Jinping a promis 250 milliards de dollars de nouveaux investissements au cours de la prochaine décennie. Il a également déclaré qu'il attendait que le commerce entre la Chine et l'Amérique latine s'élève à 500 milliards de dollars dans la même période<sup>5</sup>. (Les Chinois s'occupent de leur expansion en Amérique latine avec leur efficacité traditionnelle<sup>6</sup>. Lors d'un entretien en octobre 2015 à La Havane, j'ai demandé à la première secrétaire de l'ambassade de Chine à Cuba si son pays ne pourrait pas mieux affronter le défi du maintien de la croissance économique et de la paix sociale en Chine en permettant la participation de plus de voix dans le système politique, même peut-être plus de partis politiques. Elle m'a répondu stoïquement : « quand nous observons votre système de bipartisme, nous ne pensons pas que ce soit très efficace »).

En dépit du ralentissement de l'économie asiatique et du fait que les États-Unis restent le premier État investisseur dans la région quand on ajoute les créanciers privés, l'idée qu'il faut éviter de perdre davantage de terrain est à l'ordre du jour. Mais ça ne sera pas facile. Obama se trouvait face à une région transformée, après une décennie de consensus néolibéral, par la « vague rose » de gouvernements de gauche et progressistes à l'esprit indépendant<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Rebecca Ray and Kevin Gallagher, *China-Latin America Economic Bulletin*, 2015 Edition, Working Group on Development and Environment in the Americas, Global Economic Governance Initiative Discussion Paper, Boston University, < <https://www.bu.edu/pardeeschool/files/2015/02/Economic-Bulletin-2015.pdf> >.

<sup>6</sup> Voir François Jullien, *Traité de l'efficacité*, Paris, Éditions Grasset & Fasquelle, 1996.

<sup>7</sup> Eric Hershberg et Fred Rosen, éd., *Latin America after Neoliberalism : Turning the Tide in the 21<sup>st</sup> Century ?*, New York, New Press, 2007 ; James Petras et Henry Veltmeyer,

Et Cuba était ce qui entravait tous les efforts des États-Unis pour évoquer la coopération diplomatique et économique. À l'occasion de chacun des sommets des Amériques réunissant les chefs d'État à Port-d'Espagne (2009), Carthagène (2012) et Panama (2015), les nations les plus influentes, comme le Brésil, le Mexique et l'Argentine, ont exercé une forte pression sur l'administration Obama pour qu'elle accepte la participation de Cuba ; pendant la phase préparatoire pour le sommet de Panama, plusieurs États latino-américains ont même menacé de boycotter le discours d'Obama si Raoul Castro n'était pas invité. En même temps, les États latino-américains avaient construit des organismes intergouvernementaux alternatifs qui exerçaient des rôles de plus en plus importants dans le système international en concurrence avec l'OEA dominée par les États-Unis, comme l'Union des nations sud-américaines (UNASUR en espagnol), composée des États de l'Amérique du Sud, et la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC en espagnol), qui regroupe 33 États et exclut les États-Unis et le Canada. Un demi-siècle d'isolement de Cuba n'avait pas produit le renversement du régime Castro, sinon l'isolement des mêmes États-Unis dans la région.

L'annonce par Kerry de la mort de la doctrine Monroe faisait envisager alors une nouvelle étape de compréhension des désirs et des intérêts de ses voisins pour éviter l'exacerbation de la division entre Nord et Sud, mais c'était peu crédible tandis que la politique d'isolement de l'île continuait. La normalisation des relations avec Cuba dans ce contexte s'entend comme la volonté d'Obama d'effacer toute opposition à ses plans pour intensifier l'intégration économique des Amériques sous la direction des États-Unis. Le marché cubain lui-même est trop petit pour avoir de l'importance sauf dans certains secteurs, comme le tourisme et l'agriculture – les producteurs de riz en Louisiane enragent de voir les Cubains importer chaque année 550 000 tonnes de riz du Vietnam (à 20 096 km de distance maritime) au lieu de l'acheter auprès du marchand du coin. Les producteurs de produits alimentaires, la plupart d'entre eux sont des républicains, forment un lobby utile pour Obama. La chambre de commerce des États-Unis, représentant les plus importantes multinationales du pays, souhaite la fin de l'embargo. Le fait que l'embargo ne peut être annulé que par le Congrès implique qu'il va

falloir attendre les prochaines évolutions du Parti républicain tant perturbé par le phénomène Trump avant de voir la fin définitive d'un blocus que les Nations unies condamnent annuellement par des votes de 191 contre 2 (États-Unis et Israël).

Encore plus importante a été la transformation de la démographie électorale. Dans le passé, tout candidat à la Maison-Blanche a dû faire un pèlerinage à Miami pour maudire le gouvernement cubain. Depuis des générations, pour les Américains d'origine cubaine, un groupe qui était très monolithique, l'embargo était une vache sacrée. Mais au cours des dernières années, de nouveaux membres de la diaspora ont parlé en faveur de la promotion des liens étroits avec l'île. Seulement 38 % des Américains nés à Cuba étaient en faveur de l'ouverture diplomatique. Mais 64 % des Américains d'origine cubaine nés aux États-Unis sont favorables à la fin de l'embargo, et 90 % de ceux entre 18 et 29 ans sont en faveur de l'établissement de relations diplomatiques<sup>8</sup>.

52

Au-delà du changement de générations parmi les Cubano-Américains, l'arrivée de nombreux Portoricains, Mexicains et migrants venus de l'Amérique centrale a fait de la communauté cubano-américaine une minorité de la population hispanique en Floride. Et les Hispaniques non cubains sont d'une écrasante majorité démocrate. Ils ne s'intéressent pas à Cuba, mais ils trouvent la politique migratoire de très grande importance, parce que la grande majorité a des parents ou des amis sans-papiers, et ils voient dans la rhétorique des républicains une orientation antihispanique tout court. Dans toutes les élections depuis 1980, la plupart des Hispaniques ont donné leur voix au candidat démocrate plutôt qu'au candidat républicain, avec un écart compris entre 18 et 51 %. Obama a remporté 71 % des voix des Hispaniques en Floride en 2012, et compte tenu de la candidature de Donald Trump, Hillary Clinton pourra dépasser ce record<sup>9</sup>. Que le gouvernement américain négocie avec Cuba n'est pas sans précédent, mais l'histoire des contacts secrets entre Washington et La Havane est celle de tentatives

<sup>8</sup> « How Cuban Americans in Miami View U.S. Policies toward Cuba », *FIU Cuba Poll*, Cuban Research Institute, Florida International University, 2014, < <https://cri.fiu.edu/research/cuba-poll/2014-fiu-cuba-poll.pdf> >.

<sup>9</sup> Mark Hugo Lopez and Paul Taylor, « Latino Voters in the 2012 Election », *Hispanic Trends*, Pew Research Center, 7 novembre 2012, < <http://www.pewhispanic.org/2012/11/07/latino-voters-in-the-2012-election/> >.

infructueuses<sup>10</sup>. Tous ces changements ont permis pour la première fois qu'un parti politique s'oppose à l'embargo et réanime les relations diplomatiques sans se suicider au niveau national.

Malgré les critiques qui proviennent du camp républicain, l'ouverture n'est pas vraiment une politique pro-Castro. Il s'agit plutôt de maintenir la stratégie en changeant de tactique. De 1959 à 2014, la politique de Washington a été de changer le régime cubain par l'isolement diplomatique, les pressions économiques et la subversion, ce que les Cubains appellent le *plattisme* après l'amendement Platt, texte qui officialisa le droit d'ingérence des États-Unis, inclus dans la Constitution cubaine comme condition pour la retraite des troupes américaines qui eut lieu en 1902. Le *plattisme* vise la détermination des conditions internes à Cuba par le biais de l'interférence à de nombreux niveaux. La Maison-Blanche a voulu prétendre qu'Obama a abandonné cette stratégie, et a opté pour la coexistence, quand il a dit : « Je ne pense pas que nous puissions continuer à faire ce que nous avons fait pendant cinq décennies en espérant un résultat différent. » Mais le *plattisme* continue depuis 2015 d'une autre manière. Obama s'est défendu des critiques de la droite en disant que « la politique d'ouverture sur l'île offre les meilleures perspectives pour conduire à une plus grande liberté et une plus grande autodétermination par le peuple de Cuba... nous avons une meilleure capacité à provoquer des changements qu'auparavant... nous devons essayer quelque chose de nouveau pour encourager et enfin forcer le gouvernement cubain à développer une économie moderne. » Ce raisonnement a été répété par les fonctionnaires de son administration à chaque occasion. « Les régimes autoritaires ne quittent pas le pouvoir volontairement », a déclaré Tom Malinowski, secrétaire d'État adjoint pour la démocratie, les Droits de l'homme et du Travail, devant un comité sénatorial. « Nous serons en mesure de générer plus de pression internationale sur le gouvernement cubain à la suite de cette politique. »<sup>11</sup>

En effet, comme le formule Carlos Ciaño Zanetti, les détails concrets de l'ouverture ne permettent pas moins à Washington

---

<sup>10</sup> Voir LeoGrande et Kornbluh, *Back Channel to Cuba*.

<sup>11</sup> Louis A. Pérez, Jr., « Change Through Empowerment : A Half-Century of Cuba-U.S. Relations », *NACLA Report on the Americas* 17 décembre 2015. < <https://nacla.org/news/2015/12/16/change-through-empowerment-half-century-cuba-us-relations> >.

« de mettre en œuvre sa politique de pénétration de la société cubaine : les voyages des Américains lui permettent de développer sa politique de diplomatie de personne à personne à travers les réseaux humains ; la vente de matériel de télécommunication pour faciliter les connexions des Cubains avec les États-Unis et le reste du monde, afin d'augmenter le flux d'informations et accéder aux diverses expressions culturelles vise à influencer l'idéologie cubaine ; autoriser le transfert illimité des envois de fonds familiaux dans l'objectif de fortifier les investissements dans les entreprises privées, et donc, l'augmentation du poids de ce secteur dans la sphère sociale, économique et, éventuellement, politique. Il propose même de permettre des achats du secteur cubain privé des biens et des services malgré l'embargo, ce qui n'est pas autorisé dans le cas du secteur de l'État. »<sup>12</sup>

54

Cette stratégie n'est pas secrète. « Nous espérons provoquer un changement dans le régime », a déclaré Roberta Jacobson, le secrétaire d'État adjoint pour l'Hémisphère américain : « Nous pouvons accélérer la séparation du peuple de l'État. »<sup>13</sup> Un *changement dans le régime* se distingue de la précédente politique de *changement de régime* [« regime change » en anglais], mais représente toujours une forme d'ingérence qui implique l'orientation classique de la doctrine Monroe. Ici nous sommes témoins d'une transformation plutôt modeste au niveau de la rhétorique, qui indique une transformation modeste au niveau de la politique étrangère, dans le but de la rendre plus efficace.

Certes, de nombreux Cubains ont répondu à l'ouverture avec enthousiasme. Ils s'habillent en T-shirts arborant le drapeau américain et applaudirent Obama quand il s'est rendu à La Havane. Pour beaucoup d'entre eux, leur système actuel, qui inclut deux monnaies dont un *peso convertible* lié au dollar pour le secteur touristique, est intenable, bien au-delà des effets perniciose de l'embargo, ce dernier étant jugé responsable pour seulement la moitié de leurs souffrances par une amie, membre du Parti communiste depuis 1961. En octobre 2015, j'ai fait la connaissance d'un garçon

---

<sup>12</sup> Carlos Ciaño Zanetti, « Capablanca vs. Bobby Fishery el ajedrez político Cuba-USA », Center for Latin American and Latino Studies, American University, Washington, DC, avril 2015, p. 5. < <http://www.american.edu/clals/Implications-of-Normalization-with-SSRC-Ciano-Zanetti.cfm> >.

<sup>13</sup> Pérez, « Change Through Empowerment ».

d'étage qui parlait sept langues et un chauffeur de taxi qui avait un doctorat en anthropologie médico-légale. Chacun gagnait en pourboires en une bonne journée de travail plus que le salaire mensuel des employés du secteur public (90 % de la population), ce qui conduit à une fuite de cerveaux interne pour accompagner l'exode de cerveaux à l'extérieur. Depuis la révolution, Cuba n'est doté que d'une seule ressource nationale en dehors de la malédiction du sucre, une matière première au prix fluctuant qui demande énormément de main-d'œuvre pendant quatre mois par an seulement, ce qui crée un problème de chômage et de pauvreté structurels et a inspiré à Jean-Paul Sartre la réflexion suivante sur Cuba qu'il a qualifié d'« île diabétique »<sup>14</sup> L'autre ressource cubaine, le formidable capital humain grâce aux énormes investissements dans l'éducation et la santé, ne peut pas être utilisée à fond malgré les réformes qui ont permis l'auto-emploi et le petit commerce (le *cuentalpropismo* en espagnol). Les Cubains reconnaissent le dilemme qui existe entre vouloir défendre la souveraineté nationale contre le pouvoir du capital américain tout en cherchant de nouvelles façons d'accéder au capital américain, c'est là un des thèmes principaux discutés sans fin dans les institutions gouvernementales et au congrès du parti communiste. Mais le peuple est las et se moque des excuses invoquant la ligne du parti, à la façon typique des Havanais : « il n'y a plus de biscuits, le beurre est monté sur un radeau et a foutu le camp pour Miami. » Leur désir d'amélioration des conditions de vie matérielles n'est pas équivalent à celui de retourner à une relation néocoloniale, même pour ceux qui veulent plus de liberté commerciale et se réjouissent de l'arrivée des touristes américains. La différence échappe aux hommes d'État à Washington, pour lesquels, lorsqu'il s'agit de leur opinion en ce qui concerne le droit de Cuba de déterminer son sort sans l'ingérence des États-Unis, plus ça change, plus c'est la même chose.

L'objectif régional des États-Unis en lien avec l'ouverture de Cuba, qui est de renforcer l'hégémonie américaine en se débarrassant de l'obstacle principal à la coopération avec les États plus importants et indépendants de la région, est devenu plus facile à atteindre avec le recul de la vague rose. L'effondrement des prix mondiaux reflète la malédiction des matières premières, qui très souvent ne

<sup>14</sup> Jean-Paul Sartre, « Ouragan sur le sucre », *France-Soir*, 28 juin 1960, réimprimé dans *Les Temps Modernes*, 2008/3 (n° 649), p. 5-155.

donnent que l'illusion de faciliter l'accès au développement et finissent presque toujours par déboucher sur la dépendance. Après la catastrophe artificielle produite par la marée du néolibéralisme des années 1990, des gouvernements progressistes ont eu beaucoup de succès avec des investissements redistributifs dans l'éducation publique et les transferts conditionnels en espèces (*Chile Solidario*, *Bolsa Família* au Brésil, *Familias en Acción* en Colombie, *Juntos* au Pérou, *Oportunidades* au Mexique, etc.), ce qui a contribué à la réduction de la pauvreté de 41,7 % à 25,3 % de la population en Amérique latine – plus de 56 millions de personnes sont sorties de la pauvreté entre 2000-2012, quand la région a tourné le dos au néolibéralisme<sup>15</sup>. Entièrement louable dans son intention et ses résultats, ce processus n'a pas pu durer sur le long terme, à cause du défaut d'investissements dans le développement durable et l'absence de fonds souverains comme il en existe dans les pays du Golfe, en Algérie et en Norvège pour faire des économies pendant les périodes de prix élevés. Les gouvernements de gauche n'ont pas duré plus longtemps que leurs réussites, parce que, comme le formule Michael A. Lebowitz, « trop souvent les mouvements socialistes se sont limités à recruter et à organiser les peuples avec le seul but de capturer l'État, et ils oublient la tâche de produire une classe ouvrière forte. »<sup>16</sup>

La chute du prix des produits pétroliers résulte du ralentissement des économies des pays industrialisés, mais surtout de la production en Amérique du Nord par des sources non conventionnelles, comme le gaz de schiste qui a grimpé en flèche. Compte tenu de la décision presque sans précédent de l'Arabie Saoudite de ne pas baisser la production de pétrole pour faire monter les prix, on parle d'une stratégie de pétro-guerre contre les États producteurs rivaux du bloc arabo-américain comme la Russie et l'Iran. Quelle que soit la réalité – complot ou accident bienvenu dans la politique pétro-stratégique –, le Venezuela a été une victime collatérale. Et ses pertes ont obligé le président Nicolás Maduro à abandonner la politique étrangère audacieuse consistant à fournir de l'aide généreuse à

<sup>15</sup> « UNDP : Poverty Down in Latin America and the Caribbean », *BBC News*, 26 août 2014. < <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-28946221> >.

<sup>16</sup> « Building Alternatives to Neoliberalism in Latin America Today : An Interview with Michael Lebowitz », *Links : International Journal of Socialist Renewal*, 24 mai 2016. < <http://links.org.au/node/4698> >.

d'autres pays, y compris Cuba, ce qui explique la volonté de Raoul Castro de répondre à l'initiative de rapprochement d'Obama après l'épuisement des autres sources d'aide.

Le Venezuela est devenu le punching-ball préféré de Washington depuis le premier différend entre Hugo Chávez et George W. Bush, « Monsieur Danger » (*Mister Danger*) selon Chávez, qui lui a imposé le sobriquet du vilain du roman de l'ex-président Rómulo Gallegos, *Doña Bárbara*, pour indiquer la menace représentée par le corrupteur nord-américain. Bush a soutenu l'opposition capitaliste au socialisme bolivarien de Chávez et s'est réjoui de la tentative de coup d'État en 2002 qui a échoué en 48 heures. Pour couvrir son flanc droit, Obama a accompagné son ouverture vers Cuba de dénonciations du Venezuela parfois d'une transparence stupéfiante, comme quand la Maison-Blanche annonce en mars 2015 la suppression de Cuba de la liste des États terroristes, avec la fin des sanctions liées à cette liste, et en même temps déclare sérieusement que le Venezuela constitue une « menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et de politique étrangère des États-Unis », pour y imposer de nouvelles sanctions liées à cette catégorie. Un mois plus tard, Obama déclare : « Nous ne croyons pas que Venezuela constitue une menace pour les États-Unis. », mais les sanctions continuent<sup>17</sup>. Malgré des lois vénézuéliennes qui l'interdisent, le State Department et le National Endowment for Democracy fournissent des millions de dollars à des groupes d'opposition<sup>18</sup>. Le Venezuela offre un bon modèle de différence entre le concept américain de la « promotion de la démocratie » et la pratique qui consiste à prendre parti par le soutien de l'opposition. À l'inverse, les pays de l'UNASUR ont fait des efforts pour promouvoir la démocratie au Venezuela sans ingérence, avec des initiatives pour observer les élections et encourager le dialogue entre le gouvernement et l'opposition, ce qui a aidé à légitimer les urnes comme lieux de concurrence pendant des périodes d'intense conflit interne<sup>19</sup>.

57

<sup>17</sup> <<http://latino.foxnews.com/latino/politics/2015/04/09/obama-policy-shift-on-cuba-showing-results-questions-silence-on-venezuela/>>.

<sup>18</sup> « US Funds Political Groups in Venezuela Despite Ban », *Associated Press*, 18 juillet 2014. <<http://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-2697590/US-funds-political-groups-Venezuela-despite-ban.html>>.

<sup>19</sup> Andreas E. Feldmann, Federico Merke, et Oliver Stuenkel, « Venezuela's Political Crisis: Can Regional Actors Help ? », *Carnegie Endowment for International Peace*,

Caracas est la ville la plus violente du monde parmi les pays qui ne se trouvent pas en guerre. Les suivantes se trouvent au Honduras, au Salvador, et au Mexique. (Des 50 villes les plus violentes du monde, 43 se trouvent en Amérique latine, les autres sont en Afrique du Sud ou aux États-Unis). On peut chercher les raisons dans le passé récent. Les guerres civiles en Amérique centrale, lancées et attisées par les énormes livraisons d'armes de l'administration de Ronald Reagan, ont laissé dans leur sillage des milliers de jeunes hommes sans emploi, munis de fusils automatiques et entraînés à capturer et tuer leurs concitoyens. L'autre guerre, la guerre contre la drogue, n'a pas réussi à réduire le nombre de consommateurs aux États-Unis ni à augmenter le prix des stupéfiants, mais elle a eu d'autres effets significatifs : la destruction par les forces militaires américaines des itinéraires du trafic par la mer des Antilles, qui utilisait principalement des bateaux ou des avions, a obligé les cartels à trouver des itinéraires sur terre qui amènent le trafic en Amérique centrale et au Mexique, accompagné de toutes les pathologies associées : la compétition entre les bandes criminelles, l'usage par la population sur place et la corruption endémique. Face à l'incapacité de la police de lutter contre les gangs et les cartels mieux armés qu'eux, plusieurs États latino-américains ont cédé aux pressions et aux motivations financières et politiques de Washington et ont militarisé leurs efforts antidrogue, ce qui a provoqué l'escalade de la violence et la corruption des institutions militaires par les pouvoirs de subornation presque illimités des trafiquants. Obama a renforcé la politique de la militarisation avec l'expansion du plan Mérida au Mexique, l'octroi d'aide financière et de matériel à l'armée mexicaine pour sa lutte antidrogue, ce qui conduit à une escalade de violence et de massacres dans la région nord du pays. Seuls les gouvernements d'Argentine (avant la fin de l'ère Kirchner en décembre 2015) et d'Uruguay se prononcent vigoureusement contre l'ingérence des forces militaires dans leurs deux pays et insistent pour en faire un problème de santé publique et d'application de la loi par des institutions juridiques civiles<sup>20</sup>.

58

---

*Rising Democracies Network*, 30 novembre, 2015. < <http://carnegieendowment.org/2015/11/30/venezuela-s-political-crisis-can-regional-actors-help/io70> >.

<sup>20</sup> Juan Gabriel Tokatlán et Nicolás Comini, « “Guerra contra las drogas” : ¿se puede modificar el paradigma internacional ? », *Notes Internacionales* 149, Barcelona Centre for International Affairs, mai 2016.

Une rupture avec le passé semblait caractériser la réaction d'Obama au coup d'État au Honduras de juin 2009. Quand des militaires honduriens entraînés par les Américains à l'École des Amériques à Fort Benning, Géorgie (aujourd'hui rebaptisée *Western Hemisphere Institute for Security Cooperation* pour blanchir sa réputation de former des putschistes et des violateurs des droits humains), ont arrêté le président de gauche, Manuel Zelaya, Obama a dit que Zelaya était pour lui toujours le président et la secrétaire d'État, Hillary Clinton, a condamné le coup publiquement. Mais Washington n'a pas rappelé son ambassadeur, et dans les coulisses. Clinton a manigancé pour transférer les négociations de l'OEA, où Zelaya avait des alliés, vers des pourparlers bilatéraux entre Zelaya et les putschistes, ce qui légitimait ces derniers. Clinton écrit dans ses mémoires que Zelaya était « un retour à la caricature d'un homme fort de l'Amérique centrale, avec son chapeau de cow-boy blanc, sa moustache noire, et son penchant pour Hugo Chávez et Fidel Castro. » Elle a mis toute son énergie dans le projet d'organiser de nouvelles élections pour « rendre la question de Zelaya obsolète »<sup>21</sup>. Avant la fin de l'année, Washington reconnaît l'élection du droitiste Porfirio Lobo, et le Honduras poursuit sa descente aux enfers<sup>22</sup>.

59

Le charnier centroaméricain a produit un nouvel afflux de réfugiés de la violence, qui se distinguent de ceux des années 1980 par la présence parmi eux d'un grand nombre d'enfants non accompagnés qui ont été maltraités, menacés, ou recrutés par les gangs avant de fuir. La réaction du gouvernement américain a été assez incohérente, allant des efforts d'intégration au rapatriement, parfois à la mort (l'administration Obama a déporté un numéro record de migrants avant de changer de priorités à l'approche des élections de 2016)<sup>23</sup>. L'impression que les réfugiés et les sans-papiers

<sup>21</sup> Hillary Rodham Clinton, *Hard Choices : A Memoir*, 2014, p. 257, 266.

<sup>22</sup> Alexander Main, « The Hillary Clinton Emails and the Honduras Coup », *Common Dreams*, 24 septembre 2015, < <http://www.commondreams.org/views/2015/09/24/hillary-clinton-emails-and-honduras-coup> >.

<sup>23</sup> Des douzaines de réfugiés centroaméricains deportés des États-Unis ont été tués en Honduras, Guatemala et El Salvador. Sibylla Brodzinsky et Ed Pilkington, « US Government Deporting Central American Migrants to their Deaths », *The Guardian*, 12 octobre 2015. < <http://www.theguardian.com/us-news/2015/oct/12/obama-immigration-deportations-central-america> >; Elzbieta M. Gozdziaik, « What Kind of Welcome? Integration of Central American Unaccompanied Children into Local Communities », Institute for the Study of International Migration, Georgetown University/J.M. Kaplan Fund, février 2015. < <https://isim.georgetown.edu/sites/>

sont des criminels (malgré le fait que le taux de criminalité parmi les immigrés est plus bas que parmi la population née aux États-Unis) et qu'ils prennent les emplois des Américains a contribué à une campagne nationale antihispanique et antimigrants sans précédent, semblable à ce qui se passe en Europe aujourd'hui.

Le reflux de la vague rose, par exemple avec l'élection de l'homme d'affaires Mauricio Macri en Argentine et l'échec des référendums pour prolonger les mandats de Rafael Correa en Équateur et d'Evo Morales en Bolivie, pose la question d'un retour au néolibéralisme. Pendant les années 1990, il se disait qu'après la chute du communisme, il n'y avait pas d'alternative aux politiques néolibérales. Margaret Thatcher et ses partisans ont répandu le fameux slogan *TINA : There Is No Alternative*.<sup>24</sup> Nous verrons bien. Michael Lebowitz prédit plutôt une période de « TINA à visage humain », c'est-à-dire des plans d'austérité moins sauvages que ceux qui ont précédé la vague rose<sup>25</sup>. Mais il y a bien d'autres défis à l'horizon. Le virus Zika, transmis par les piqûres de moustiques qui pullulent dans les zones tropicales et subtropicales, n'est qu'un indice des bouleversements qu'on peut attendre de l'impact du changement climatique. Les inondations et les sécheresses qui s'intensifient un peu partout sur la planète, avec leurs dislocations physiques et économiques, pourraient bien ajouter des réfugiés climatiques, si nombreux qu'ils éclipsaient les réfugiés de la violence. La seule prédiction qui est toujours fiable en Amérique latine, région qui souffre de l'inégalité la plus prononcée du monde entier depuis l'arrivée des conquistadors espagnols, c'est que l'avenir apportera de l'instabilité politique. La réponse du successeur d'Obama dans ce contexte s'inscrira probablement dans le cadre habituel de la poursuite de l'hégémonie par une combinaison de méthodes, qui produiront à leur tour de nouvelles stratégies de résistance de la part des Latino-Américains.

60

---

isim/files/files/upload/Kaplan % 20UAC % 20Report. compressed % 20 % 282 % 29.pdf >.

<sup>24</sup> Jonathan Swarts, *Constructing Neoliberalism : Economic Transformation in Anglo-American Democracies*, Toronto, University of Toronto Press, 2013.

<sup>25</sup> « Building Alternatives to Neoliberalism in Latin America Today : An Interview with Michael Lebowitz », *Links : International Journal of Socialist Renewal*, 24 mai 2016. < <http://links.org.au/node/4698> >.

## LA DOCTRINE MONROE EST MORTE, VIVE LA DOCTRINE MONROE

### **Résumé:**

Pendant le mandat de Barack Obama, les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine furent marquées par une transformation radicale au niveau de la rhétorique et une transformation modeste au niveau de la politique étrangère, visant à la rendre plus efficace. Malgré la fin de la guerre froide en Amérique latine à travers la normalisation des relations avec Cuba, et malgré la phrase prononcée par le secrétaire d'État John Kerry, affirmant que « l'ère de la doctrine Monroe est terminée », ce qui équivalait à éliminer, sur le plan sémantique, un pilier central de la politique étrangère qui avait duré 190 ans, les États-Unis poursuivent leur objectif traditionnel qui consiste à renforcer l'hégémonie américaine dans la région, tâche devenue plus facile avec le recul de la vague rose.

